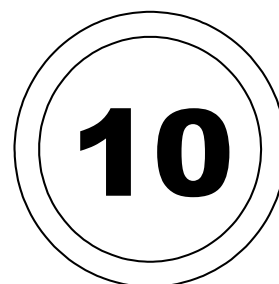


PLAN LOCAL D'URBANISME D' **AMELECOURT**



Servitudes d'utilité publique

**APPROBATION DU P.L.U. PAR D.C.M.
DU : 21 décembre 2015**



Atelier A4 architecture et urbanisme durables
Noëlle VIX-CHARPENTIER architecte D.P.L.G.
8, rue du Chanoine Collin – 57000 Metz
Tél : 03 87 76 02 32 – Fax : 03 87 74 82 31
Web : www.atelier-a4.fr – E-mail : nvc@atelier-a4.fr

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE D'AMELECOURT

CHRONOLOGIE DE LA PROCEDURE

PROCEDURE D'ELABORATION DU P.O.S.

<i>PRESCRIPTION</i>	<i>ARRET</i>	<i>ENQUETE PUBLIQUE</i>	<i>APPROBATION</i>
NEANT	NEANT	NEANT	NEANT

PROCEDURE D'ELABORATION DU P.L.U.

<i>PRESCRIPTION</i>	<i>ARRET</i>	<i>ENQUETE PUBLIQUE</i>	<i>APPROBATION</i>
28/11/2006	02/03/2015	18/08/2015 au 17/09/2015	21/12/2015

APPROBATIONS DE REVISIONS ALLEGES

APPROBATIONS DE MODIFICATIONS

APPROBATIONS DE MODIFICATIONS SIMPLIFIEES

APPROBATIONS DE MISES EN COMPATIBILITE

ARRETES DE MISES A JOUR

AMELECOURT

Liste des Servitudes d'utilité Publique affectant l'occupation du sol

CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
AS1	Servitudes résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux potables et des eaux minérales.	Article L. 20 du Code de la santé publique. Décret n° 61-859 du 1er Août 1961, modifié par le décret n° 67-1093 du 15 Décembre 1967.	Arrêté préfectoral du 05/12/2005 portant établissement de périmètres de protection autour de la source Mexière à LUBECOURT sur le territoire des communes de LUBECOURT, GERBECOURT et AMELECOURT.	Agence régionale de santé Lorraine Délégation territoriale de Moselle 27 Place St Thiébault, 57045 METZ Cedex 1
BoisForêt	Protection des bois et forêts soumis au régime forestier.	Circulaire interministérielle n° 77104 du 1er août 1977. Article 72 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001. Décret n° 2003-539 du 20 juin 2003.	Forêt Domaniale de AMELECOURT	Office National des Forêts (O.N.F.) Agence de Metz 3, Boulevard Paixhans 57000 METZ
I3	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz.	Article 12 modifié (loi du 15/6/1906). Art. 298 (loi de finances du 13/7/1925). Art. 35 (loi du 8/4/46 modifiée). Décret du 23/1/64. Décret du 15/10/85. Circulaire+arrêté du 4/8/2006 modifiés le 20/12/2010. Décret n° 2011-1241 du 05/10/2011.	Arrêté préfectoral du 6 mai 2008 instituant des servitudes légales pour la construction, par GRT-gaz, des canalisations Erching-Obergailbach et Petit Tenquin-Cerville en vue du renforcement de l'artère du Nord-Est.	GRT-GAZ - Réseau Transport Région Nord-Est Agence d'exploitation de Nancy 22 rue Lucien Galtier 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY
I3	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz.	Article 12 modifié (loi du 15/6/1906). Art. 298 (loi de finances du 13/7/1925). Art. 35 (loi du 8/4/46 modifiée). Décret du 23/1/64. Décret du 15/10/85. Circulaire+arrêté du 4/8/2006 modifiés le 20/12/2010. Décret n° 2011-1241 du 05/10/2011.	Canalisation ERCHING-CERVILLE (NORD EST), DN 900. Canalisation ERCHING-CERVILLE (Doublement NORD EST), DN 900.	GRT-GAZ - Réseau Transport Région Nord-Est Agence d'exploitation de Nancy 22 rue Lucien Galtier 54410 LANEUVEVILLE DEVANT NANCY

CODE	NOM OFFICIEL	TEXTES LEGISLATIFS	ACTE L'INSTITUANT	SERVICE RESPONSABLE
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	Art.12 loi 15/6/1906 remplacé par L323-3 et suiv.+ L323-10 du code énergie . Art.298 loi finances 13/7/25. Art.35 loi 8/4/46 modifiée. Décret 6/10/67et 11/6/70. Circulaire 24/6/70. Arrêté interminis. 17/5/2001. Art. R4534-107 et suivants code du travail	Réseau 20 KV.	EGD - Services Metz-Lorraine, Agence Ingénierie Réseaux allée Philippe Lebon, BP 80428 57954 MONTIGNY-LES-METZ CEDEX
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	Art.12 loi 15/6/1906 remplacé par L323-3 et suiv.+ L323-10 du code énergie . Art.298 loi finances 13/7/25. Art.35 loi 8/4/46 modifiée. Décret 6/10/67et 11/6/70. Circulaire 24/6/70. Arrêté interminis. 17/5/2001. Art. R4534-107 et suivants code du travail	Ligne 63 KV N° 1 AMELECOURT - SAULNOIS. Ligne 63 KV N° 1 AMELECOURT - DIEUZE.	RTE- Centre Developpement & Ingénierie Nancy/SCET TSA 30007 - 8 rue de Versigny 54608 VILLERS-LES-NANCY Cedex
I4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques.	Art.12 loi 15/6/1906 remplacé par L323-3 et suiv.+ L323-10 du code énergie . Art.298 loi finances 13/7/25. Art.35 loi 8/4/46 modifiée. Décret 6/10/67et 11/6/70. Circulaire 24/6/70. Arrêté interminis. 17/5/2001. Art. R4534-107 et suivants code du travail	Arrêté préfectoral du 3/8/2010 portant établissement de servitudes de passage, d'appui, d'ébranchage et d'abattage pour la réalisation des raccordements du poste 225 KV/63 KV du Saulnois sur le territoire des communes d'Amelécourt et Fresnes en Saulnois	RTE- Centre Developpement & Ingénierie Nancy/SCET TSA 30007 - 8 rue de Versigny 54608 VILLERS-LES-NANCY Cedex
I5	Servitudes relatives à la construction et à l'exploitation de canalisation de transport de produits chimiques.	Loi n° 65-498 du 29 Juin 1965, décret n° 65-881 du 18 Octobre 1965.Circulaire BSEI et arrêté du 4 août 2006 modifié le 20 décembre 2010 relatifs aux canalisations de transport de matières dangereuses.	Arrêté interpréfectoral du 5 mai 2000 - Canalisation de transport d'éthylène DN 200 Carling (Moselle) - Viriat (Ain).	Ethylène Est chez TOTAL RAFFINAGE FRANCE Direction des Pipelines Plateforme de FEYZIN - CS 76022 69551 FEYZIN Cedex

PRÉFET DE LA MOSELLE

Metz, le 29 SEP. 2014

Direction Départementale
des Territoires
Service Risques Energie
Construction Circulation
Urbanisme et Prévention des Risques

Affaire suivie par :
Roland CESAR
Courriel :
roland.cesar@moselle.gouv.fr
Tél : 03.87.34.33.97
Télécopie : 03.87.34.33.32
ddt-srecc-urbanisme-et-
risques@moselle.gouv.fr

Le Préfet de la région Lorraine
Préfet de la Moselle

à

Monsieur le Maire de la commune
d'Amélecourt
1, rue de l'église
57170 AMELECOURT

→ s/c de Monsieur le
Sous-Préfet de Château-Salins


François VALEMBOIS

Objet : Porter à connaissance relatif aux canalisations de transport de matières dangereuses

P.J. : Annexe 1 et plans des canalisations GRTGAZ et TPF

Votre commune est traversée par deux canalisations de transport de gaz dont les exploitants sont GRTGAZ et Total Pétrochimicals France.

Les articles L 555-16 et R 555-30 b) du code de l'environnement, complétés par un arrêté ministériel du 5 mars 2014, prévoient la mise en place de servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques à proximité des canalisations de transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

En attendant l'instauration des servitudes d'utilité publique et compte-tenu des éléments techniques issus de l'étude de dangers de ces ouvrages, je porte à votre connaissance les mesures de maîtrise de l'urbanisme à mettre en œuvre.

A cet effet, vous trouverez :

- un plan des zones d'effets de la canalisation GRTGAZ,
- un plan des zones d'effets de la canalisation Total Pétrochimicals France,
- en annexe 1, un tableau récapitulatif des limitations au droit de construire.

J'appelle votre attention qu'en application des dispositions de l'article R. 555-46 du code de l'environnement, **il vous appartient d'informer immédiatement le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans les zones d'effets figurant sur les plans joints au présent porter à connaissance.** Cette disposition permet au transporteur de vérifier la compatibilité du niveau de sécurité de ses ouvrages avec la densification de l'urbanisation et d'appliquer les mesures de renforcement de la sécurité nécessaires, le cas échéant. Il est d'ailleurs recommandé que vous informiez les transporteurs des projets de construction à proximité de leurs canalisations existantes dès la phase du projet de permis de construire pour qu'ils puissent vous faire part de leurs observations et le cas échéant se mettre en relation avec les porteurs de projets.

Toutefois, dans un souci d'aménagement et de développement durables du territoire, l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles zones à proximité de ces canalisations est à éviter. Je vous invite donc à examiner prioritairement les possibilités de développement hors des zones de danger précitées. Toute ouverture à l'urbanisation éventuelle à proximité d'une canalisation devra faire l'objet d'un choix motivé et justifié, qui mettra en avant la prise en compte de la présence de la/des canalisation(s) et des dangers qui en résultent.

Le présent porter à connaissance se substitue à celui du 14 février 2011.

Les services de la Direction Régionale de l'Environnement et de l'Aménagement de Lorraine et de la Direction Départementale des Territoires, se tiennent à votre disposition pour apporter toute précision nécessaire en ce qui concerne cette démarche de prévention, ainsi que les transporteurs concernés pour obtenir les informations plus détaillées relatives aux canalisations et à son exploitation.

Pour votre information, j'adresse également ce courrier à la délégation territoriale pour une prise en compte dans l'instruction des demandes d'autorisations d'occupation du sol.

Le Préfet,



Copie : DREAL Lorraine
DDT(SABE-DT de Sarrebourg)

ANNEXE 1 : Limitations au droit de construire

les distances figurant ci-dessous sont exprimées en mètres
de part et d'autre de la canalisation

DESIGNATION OUVRAGE	ERCHING - CERVILLE (NORD EST)	ERCHING - CERVILLE (DOUBLEMENT NORD EST)	ETHYLENE EST
La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public (ERP) susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur (IGH) est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité (1), ayant reçu l'avis du transporteur et l'avis favorable de la DREAL.			
Zone des Premiers Effets Létaux (PEL) liés à la rupture	455 m	455 m	390 m
Est interdite l'ouverture ou l'extension d'un ERP susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un IGH.			
Zone des Premiers Effets Létaux (PEL) liés à la brèche 12 mm	5 m	5 m	55 m
Est interdite l'ouverture ou l'extension d'un ERP susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un IGH.			
Zone des Effets Létaux Significatifs (ELS) liés à la brèche 12 mm	5 m	5 m	45 m

(1) Les démarches sont à la charge de l'aménageur qui devra utiliser, dans le cadre de la demande d'analyse de compatibilité, les documents « CERFA » annexés à l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'Environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques. En raison des échelles retenues par les cartographies, il est recommandé de réaliser une analyse de compatibilité lorsque les projets se situent légèrement à l'extérieur de la zone PEL.

Le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme délivré dans l'une des zones mentionnées ci-dessus.

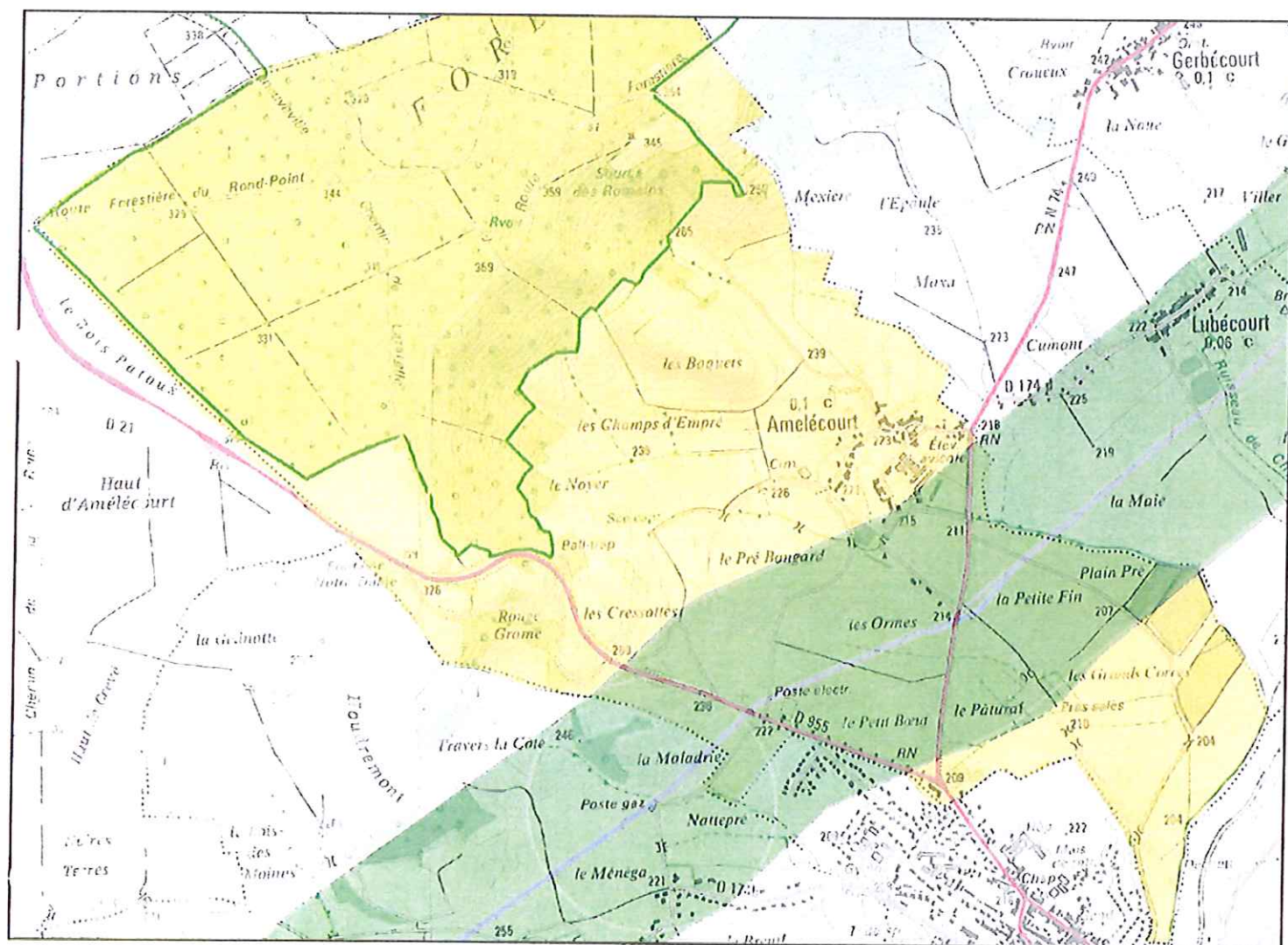
La réalisation de tout travaux pouvant avoir un impact sur les réseaux souterrains et aériens devra être précédée de la consultation du Guichet Unique et de la réalisation des déclarations de projets de travaux (DT) et des déclarations d'intention de commencement de travaux (DICT) selon les modalités fixées par les articles R 554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Eléments cartographiques

Commune d'Amelécourt

Transporteur : GRTGAZ

Adresse : 24 Quai Sainte-Catherine
 54042 NANCY Cedex



Légende

- Zone Effets Létaux Significatifs liée à la petite brèche
- Zone Premiers Effets Létaux liée à la petite brèche
- Zone Premiers Effets Létaux liée à la rupture

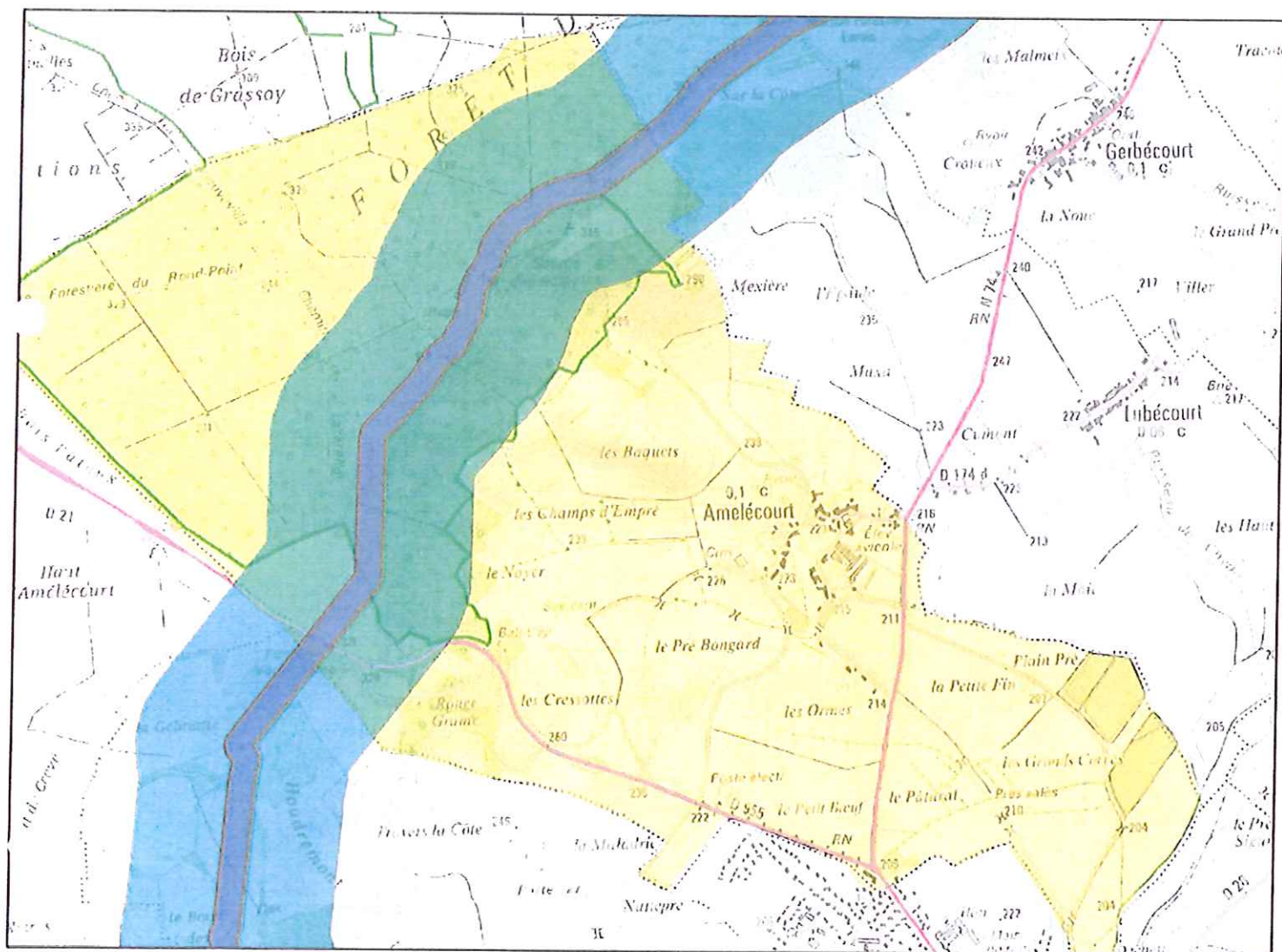
Nota : La zone des effets létaux significatifs liée à la petite brèche est confondue à la zone des premiers effets létaux liée à la petite brèche.

Eléments cartographiques

Commune d'Amélecourt

Transporteur : TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE

Adresse : Direction des Pipelines
 6 Allée Irène Joliot Curie - Bât.H
 69792 SAINT-PIERRE CEDEX



Légende

- Zone des Effets Létaux Significatifs liée à la petite brèche
- Zone des Premiers Effets Létaux liée à la petite brèche
- Zone des Premiers Effets Létaux liée à la rupture

24 AVR. 2012

SABE / PAU

PP
NB

>Courrier à adresser à :

ETHYLENE EST**Chez Total Raffinage-Chimie**

Direction des pipelines

6, allée Irène Joliot Curie - Bât. H

69792 SAINT-PRIEST CEDEX (France)

Télécopie : 04 37 23 70 99

**DIRECTION DEPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES****Service Aménagement Bio diversité, Eau,
Urbanisme****BP 31035****57036 METZ cedex 01****A l'attention de Agnès SUZZI**Ajouter plan
écritech

Saint-Priest, le 20 avril 2012

N/Réf. : DM/EE/N°0300-12

Affaire suivie par Sylvie CABANE Tél : 04 37 23 71 74

**OBJET : CANALISATION DE TRANSPORT D'ETHYLENE CARLING-VIRIAT
PLAN LOCAL D'URBANISME AMELECOURT**

Madame,

Par courrier du 03/04/2012, vous nous informez que le conseil municipal de la commune de AMELECOURT a ordonné l'élaboration du POS valant transformation en Plan local d'Urbanisme en date du 4 juillet 2011.

Nous avons l'honneur de vous faire savoir que la commune de AMELECOURT est traversée par la canalisation de transport d'éthylène citée en objet qui a été déclarée d'intérêt général.

Nous vous remettons ci-joint 1 plan faisant apparaître le tracé de la canalisation ainsi que les bandes de dangers suivantes à prendre en compte dans le document d'urbanisme:

- Zone des effets très graves de 340 m de part et d'autre de la canalisation. Dans cette zone sont proscrits les ERP > 100 personnes.
- Zone des effets graves de 390 m de part et d'autre de la canalisation. Dans cette zone sont proscrits les ERP de catégorie 1 à 3.
- Zone des effets significatifs de 670 m de part et d'autre de la canalisation. Dans cette zone les projets de construction ou d'extension de bâtiments doivent nous être soumis pour avis.

Les servitudes qui s'attachent à cette canalisation, dont la construction et l'exploitation a été déclarée d'intérêt général, ont le caractère de servitudes d'utilité publique en application de l'art R 126-1 du Code de l'Urbanisme. En conséquence, ces servitudes doivent être annexées au document d'urbanisme, dans le cadre de l'élaboration du PLU de la commune de AMELECOURT en classification (15).

.../...

Ce courrier est destiné uniquement au correspondant mentionné ci-dessus et/ou son service et ne peut être divulgué à des tiers ou via internet sans accord préalable et écrit de son auteur. Il peut cependant être divulgué sous forme papier sans son accord dans le cadre d'une procédure administrative légale, exclusivement aux personnes en charge de ladite procédure.

Nous vous demandons de bien vouloir modifier l'intitulé du service concerné et ses coordonnées à savoir :

ETHYLENE EST
Chez TOTAL RAFFINAGE CHIMIE
Direction des Pipelines
Bt H – 6 allée Irène Joliot Curie
69792 SAINT PRIEST Cedex
Tél : 04 37 23 71 75

Comme demandé, nous vous transmettons un plan supplémentaire pour Monsieur le Maire de la commune d'AMELECOURT.

Nous restons à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous voudrez bien nous demander.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Directeur des Pipelines,



Remy GARRAUD

P. J. : 2 plans



Région Nord Est
Agence d'Exploitation de Nancy

ARRIVEE
24 AVR. 2012
SABE / PAU

D.D.T.
17 quai Paul Wilter
BP 31035
57036 METZ CEDEX

V/réf. : SUZZI
N/réf. : AEN/SC/AJ-N20120477B5T
Interlocuteur : CEZARD
☎ 03.83.57.26.91

Objet : Consultation sur le P.L.U.
Commune d'AMELECOURT

Laneuveville, le 23 avril 2012

Messieurs,

Nous accusons réception de votre dossier ci-dessus référencé, et vous confirmons que la commune d'AMELECOURT est traversée par nos ouvrages.

Nous n'avons pas, dans l'immédiat, de projet de pose de canalisation dans cette commune. En ce qui concerne les modifications d'installations existantes et compte tenu de l'évolution des besoins de nos clients, nous ne pouvons actuellement prévoir le développement des ouvrages de transport de gaz dans les dix années à venir.

- La liste des servitudes d'utilité I3 doit comporter :

- Servitudes I3
- Gestionnaire GRTGAZ – RNE 22 rue Lucien Galtier 54410 LANEUEVILLE DT NANCY
- Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport de gaz :
Loi du 15 juin 1906 article 12.,
Loi de finances du 13 juillet 1925 article 298,
Loi 46-628 du 08 avril 1946,
Décret 64-481 du 23 janvier 1964.
- Canalisation ERCHING - CERVILLE DN 900 MM.
- Canalisation PETIT-TENQUIN - CERVILLE DN 900 MM.

- Le tracé de notre ouvrage a été porté, à titre indicatif sur le votre plan au 1/ 5 000.

Nous joignons, en annexe, les renseignements complémentaires sur les contraintes urbanistiques concernant la conduite qui traverse la commune.

• Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de notre considération distinguée.

LE CHEF D'AGENCE DE L'EXPLOITATION DE NANCY,

P. TAILLADÉ

PJ : Dossier en retour



PREFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE N°2005 AG/3-317 bis
Du 5 décembre 2005

Portant :

1. Déclaration d'utilité publique des travaux entrepris par la commune de **GERBECOURT** en vue :
 - a) de l'établissement des périmètres de protection de la source Mexière n° 0195.5X.0034/S à **LUBECOURT**,
 - b) de la dérivation des eaux destinées à la consommation humaine,
2. Fixation des périmètres de protection autour de ces points d'eau sur le territoire des communes de **LUBECOURT, GERBECOURT et AMELECOURT**.
3. Autorisation d'utilisation de l'eau prélevée à des fins de consommation humaine.

LE PRÉFET DE LA RÉGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU	l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales (sources ou eaux souterraines, cours d'eaux non domaniales),
VU	le Code de la Santé Publique,
VU	le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique,
VU	le Code de l'Environnement,
VU	le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955
VU	le décret n° 93-743 du 29 Mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
VU	l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/3- 120 du 19 Juillet 2002 portant répartition des compétences de police de l'eau et des milieux aquatiques entre les services de l'Etat dans le Département de la Moselle,
VU	la délibération du Conseil Municipal de GERBECOURT du 30 octobre 1998 sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux ainsi que l'autorisation au titre du code de la santé,
VU	le dossier préparatoire à l'avis de l'hydrogéologue agréé établi en août 1999 par ANTEA,

VU le dossier transmis le 10 septembre 2004 par le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et constitué conformément à l'article R.113-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

VU l'arrêté préfectoral en date du 4 novembre 2004 prescrivant l'ouverture d'une enquête d'utilité publique du 2 au 16 décembre 2004 inclus dans les communes de **LUBECOURT, GERBECOURT et AMELECOURT**,

VU les pièces constatant que l'avis d'enquête du 4 novembre 2004 a été affiché dans les mairies des communes susvisées et inséré dans deux journaux du Département avant le 16 novembre 2004 et rappelé dans ces deux mêmes journaux les 4 et 7 décembre 2004,

VU les conclusions de Monsieur Jean RENGIER, commissaire-enquêteur sur l'utilité publique de l'opération,

VU l'avis de Monsieur le Sous-Préfet de CHATEAU-SALINS du 29 juillet 2005,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 25 octobre 2005,

CONSIDERANT que le dossier d'enquête est resté déposé pendant 15 jours du 2 au 16 décembre 2004 inclus dans les communes précitées,

CONSIDERANT la nécessité de régulariser les prélèvement en eau sur la source et l'obligation de protéger la qualité de l'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Moselle

ARRETE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent arrêté a pour objet les travaux d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine à entreprendre par la commune de **GERBECOURT** désigné ci-après par la "collectivité".
A ce titre :

- Sont déclarés d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux par un forage et six puits et d'établissement des périmètres de protection
- Sont fixés les périmètres de protection autour des points de prélèvements ainsi qu'autour des ouvrages d'adduction à écoulement libre et des réservoirs enterrés.,
- Est autorisée l'utilisation à des fins de consommation humaine des eaux prélevées par la collectivité.

TITRE II - DERIVATION DES EAUX.

ARTICLE 2 : SITUATION DE L'OUVRAGE

La collectivité est autorisée à dériver une partie des eaux destinées à la consommation humaine par des ouvrages de captage. La situation des ouvrages et les caractéristiques de la ressource en eau à exploiter sont précisées ci-après:

Appellation	Source Mexière
Parcelle n°	177
Section n°	9

Lieu-dit	La Mexlière
Commune	LUBECOURT
Coordonnées Lambert 2 Etendu	X=905260m Y=243587m Z=295m
N° Banque du Sous-Sol	0195.5X.0034/S
Aquifère	Grès rhétiens

ARTICLE 3 : DEBITS PRELEVES ET RESERVES

Le tableau suivant précise

- les caractéristiques du point de prélèvement,
- les débits maximums susceptibles d'être prélevés par la collectivité,
- le débit réservé à l'attention d'autres usagers.

Point d'eau	Source Mexlière
Nature de la ressource	Eaux souterraines
Type d'ouvrage	Source
Débit maximum	
- Journalier (m ³ /j)	30
- Annuel (m ³ /an)	10950
Débit réservé	Néant

ARTICLE 4 : MESURE DES DEBITS

Les appareils de contrôle des débits prélevés et des débits réservés seront conformes aux normes AFNOR. Un stabilisateur d'écoulement pourra être imposé si la longueur droite en amont du dispositif de comptage est inférieure à 20 fois le diamètre de la conduite (ou la largeur du canal). Un compteur devra être installé au réservoir afin de maîtriser l'état du réseau. Des mesures du débit de la source au niveau de la chambre de répartition devront être réalisées au moins trois fois par an pour en connaître les potentialités.

La collectivité tiendra un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- le débit maximum horaire et le volume journalier produit (chaque jour si le débit journalier est supérieur ou égal à 400 m³/j, sinon 1 fois par semaine)
- les incidents survenus (pannes, eaux non conformes,...)
- les modifications d'installation

Ce registre sera examiné et visé par les agents chargés de la police de l'eau au cours de leur tournée.

Un compte rendu annuel d'exploitation sera transmis au service chargé de la police de l'eau. Ce compte rendu fournira les données suivantes :

- débit maximum de pointe (en m³/h) prélevé
- volume journalier maximum (en m³/j) prélevé
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte-rendu pourra être remplacé par le compte-rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée (affermage).

Les données seront conservées pendant une durée minimale de 3 ans.

Au cas où la santé, la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par cette dérivation, la collectivité devrait restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 6 : INDEMNISATION

La collectivité devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 7 : SERVICE DE CONTROLE.

La D.D.A.F. est chargée au titre de la police de l'eau, du contrôle du débit dérivé et du débit réservé.

La collectivité lui transmettra chaque année un compte rendu d'exploitation conformément à l'article 4. Elle lui signalera, sans délai, toute évolution anormale de la ressource en eau exploitée (modification brutale des débits, dégradation de la qualité des eaux : sodium, chlorures, nitrates, bactériologie, ...).

TITRE III - PERIMETRES DE PROTECTION DES POINTS D'EAU.

ARTICLE 8 : DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION

Les plans et les états parcellaires précisant la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, peuvent être consultés à la DDAF, Service de l'Environnement et du Développement Rural, à la Préfecture –Bureau de l'Aménagement et de l'urbanisme ainsi qu'à la mairie de GERBECOURT, pétitionnaire.

Des bornes et des panneaux d'information seront placés, à la diligence et aux frais de la collectivité, aux points principaux des périmètres ainsi définis.

8.1. - Périmètre de Protection Immédiate

Le périmètre de protection immédiate s'étend sur la section 9. Il concerne pour partie les parcelles n°130 à 133, 135 à 137 et la totalité des parcelles n° 176 et 177.
Ce périmètre de protection représente une superficie de 17a 15ca sur le ban communal de LUBECOURT.

8.2. - Périmètre de Protection Rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée s'étend sur une superficie de 20ha 10a 35ca et concerne 66 parcelles réparties dans les communes suivante :

AMELECOURT :

Section 15, parcelles 2 et 3,
section 18, parcelles n°2, 3, 5 à 10, 42 à 45, soit 14 parcelles représentant une surface de 10ha 15a.

LUBECOURT :

section 9, pour partie les parcelles 133, 135 à 137, en totalité les parcelles 134, 138, 139, 141 à 159,
section 11, parcelles de 1 à 9, 42 à 46, 51 à 55,

ARTICLE 9 : PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

9.1 Acquisition du périmètre de protection immédiate.

A l'exception de la parcelle n°176 section 9 appartenant déjà au pétitionnaire, toutes les autres parcelles comprises dans ce périmètre de protection décrit en 8.1 devront être acquises en pleine propriété par la commune de GERBECOURT et le demeurer.

9.2 Servitudes dans les périmètres de protection

9.2.1. Dans le périmètre de protection immédiate :

A l'intérieur de ce périmètre, sont interdits toutes activités, installations et dépôts autres que ceux strictement nécessaires à l'entretien et à l'exploitation des points d'eau. Il sera clôturé et équipé d'une porte fermant à clé, sous la responsabilité du pétitionnaire. Cette surface sera régulièrement entretenue. Les travaux de drainage y sont autorisés pour assainir le terrain, mais les eaux de drainage seront évacuées hors du périmètre de protection immédiate et sans risque pour la ressource dans le périmètre de protection rapprochée.

9.2.2. Dans le périmètre de protection rapprochée :

A l'intérieur de ces périmètres sont interdits ou réglementés les activités, installations ou dépôts cités ci-après :

SONT INTERDITS :

*** Travaux souterrains**

- l'exploitation de carrières,
- la réalisation de mares et d'étangs,
- les forages, puits, captages dans le même aquifère.

*** Stockages et dépôts.**

- le stockage de produits chimiques, d'effluents industriels et domestiques collectifs,
- le stockage de produits destinés aux cultures (engrais, pesticides, lisiers, purins),
- le stockage d'hydrocarbures et de liquides inflammables
- les dépôts d'ordures ménagères, de détrit, de déchets industriels et de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux,
- les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains,
- les stations d'épuration, le lagunage.

*** Canalisations de transports de produits polluants :**

- les canalisations d'eaux usées d'origine industrielle, domestique collective,
- les canalisations d'hydrocarbures, de produits chimiques liquides ou gazeux sur les ouvrages futurs.

*** Rejets :**

- d'eaux usées d'origine industrielle et domestique,
- d'installations autonomes de traitement des eaux usées,
- d'effluents d'origine agricole,
- de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

*** Constructions, Bâtiments, Routes :**

- les campings, caravanings et leurs annexes,
- les cimetières,
- les installations classées,
- les bâtiments d'élevage et d'engraissement,
- les silos produisant des jus de fermentations,

- les voies de communication,
- toutes les nouvelles constructions quelque soit leur mode d'assainissement.

*** Activités agricoles :**

- le drainage agricole,
- le maraîchage, les serres, les pépinières,
- l'épandage de lisiers et de boues de stations d'épuration.
- utilisations de pesticides,
- l'affourage et le nourrissage du gibier.

SONT REGLEMENTES :

*** Travaux souterrains :**

- l'ouverture d'excavations, de tranchées et de fouilles de plus de 2 mètres de profondeurs sera subordonnée à la mise en place d'une étanchéité des eaux souterraines et d'un drainage des eaux superficielles,
- le remblayage d'excavations, de carrières, de fouilles et de tranchées sera réalisée à l'aide de matériaux naturels issus de carrières n'ayant aucune influence sur la chimie de la nappe.

*** Activités Agricoles :**

- les prairies existantes ne seront pas retournées,
- les abreuvoirs, installations mobiles de traite, les abris, seront installés à plus de 10 mètres des points d'eau potables,
- les épandages agricoles, d'amendements et d'engrais chimiques seront conduits selon le Code des Bonnes Pratiques Agricoles,
- l'utilisation de pesticides pourra être réglementée voire interdite en cas de présence dans l'eau captée de teneurs supérieures aux normes,
- les prairies pâturées seront exploitées sans surpâturage en laissant toujours un couvert végétal.

9.3. Travaux de mise en conformité.

La collectivité fera procéder aux travaux suivants, dans un délai d'un an:

• 9.3.1 Dans le Périmètre de protection immédiate :

- mise en place d'une clôture en périphérie de ce périmètre de protection afin d'interdire l'accès à toutes personnes autres que celles assurant l'entretien et le contrôle du captage,
- réalisation de quelques travaux sur la chambre de répartition (abaissement du niveau du trop plein et relèvement des murets constituant le réceptacle, réfection des enduits au sol, mise en place d'une nouvelle porte d'entrée fermant à clé et de son encadrement métallique situé sur ce périmètre,
- le Nord-Ouest de ce périmètre est actuellement occupé par une petite zone marécageuse en parcelles 136 et 137, section 9 qu'il conviendra d'assainir avec rejet des eaux collectées dans le petit fossé matérialisant la limite communale entre AMELECOURT et LUBECOURT, au moins jusqu'en partie basse de la parcelle 178, section 9, en aval de la chambre de répartition,
- abattage des arbres proche du captage,
- la petite construction située à l'amont ne devra pas être transformée en maison d'habitation ou de villégiature,
- installation d'un compteur au réservoir afin de maîtriser l'état du réseau.

• 9.3.2 Dans le Périmètre de protection rapprochée :

- une surveillance accrue des pratiques agricoles dans les parcelles est à effectuer (notamment l'utilisation de pesticides),
- une étude sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable (raccordement à une structure voisine) sera menée.

ARTICLE 10 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS, ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités, et dépôts existants dans les périmètres de protection éloignée ou rapprochée à la date du présent arrêté, seront recensés par les soins de la collectivité propriétaire des points d'eau pour laquelle les périmètres sont fixés et la liste en sera transmise au Préfet de la Région Lorraine, Préfet de la Moselle dans un délai d'un an.

10.1 Installations interdites

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui pourra soit interdire définitivement l'installation, soit subordonner la poursuite de l'activité au respect de conditions en vue de la protection des eaux.

Un délai sera fixé dans chaque cas au propriétaire intéressé soit pour cesser l'activité, soit pour satisfaire aux conditions fixées.

10.2 Installations réglementées

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui fixera, s'il y a lieu, au propriétaire de l'installation en cause, les conditions à respecter pour la protection des eaux ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder trois ans.

10.3 L'application éventuelle de cet article donnera lieu à l'indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

ARTICLE 11 : REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE

Le service instructeur des dossiers déposés par un pétitionnaire désirant réaliser une installation, activité ou dépôt réglementés conformément à l'article 9, devra vérifier la situation du projet par rapport aux périmètres de protection. Si ce projet risque de porter atteinte directement à la qualité des eaux ou à leur écoulement, des dispositions particulières pour parer aux risques précités devront être prévues. En cas de doute, la D.D.A.S.S. sera interrogée.

Une enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique aux frais du pétitionnaire.

ARTICLE 12 : REGLEMENTATION SPECIFIQUE

En tant que de besoin, les arrêtés préfectoraux définiront les règles auxquelles devront satisfaire les installations, activités, et dépôts réglementés par l'application de l'article 9.

ARTICLE 13 : CONTROLE DES PRESCRIPTIONS

La DDASS est chargée du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

ARTICLE 14 : INFORMATION DES PROPRIETAIRES

Le présent arrêté sera par les soins et à la charge de la collectivité, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection.

TITRE IV - UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

ARTICLE 15 : QUALITE DE L'EAU.

L'eau délivrée au réseau sera conforme aux normes de potabilité conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code de la Santé Publique.

ARTICLE 16 - FILIERE DE TRAITEMENT.

L'eau subit un traitement par chloration qui assure sa stérilisation. Un traitement de la turbidité devra être envisagé si les travaux de mise en conformité s'avèrent insuffisants.

ARTICLE 17 - CONTROLE.

Le programme de vérification de la qualité des eaux sera défini par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

ARTICLE 18 - INFORMATION DES USAGERS.

Les résultats d'analyses seront portés à la connaissance des usagers par affichage en mairie.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES.

ARTICLE 19 - MODIFICATION

Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 20 - INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers :

Le présent arrêté sera publié au Registre des Actes Administratifs des Services de l'Etat et affiché en Préfecture.

Il sera également affiché dans chacune des communes concernées selon les usages locaux. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat établi par les Maires.

Un avis sera inséré, par les soins du Préfet de la Moselle, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 21 - EXECUTION DE L'ARRÊTE

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
- Le Sous-Préfet de CHATEAU-SALINS,
- Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Départemental de l'Équipement,
- Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement
- L'Inspecteur des Installations Classées,
- Le Maire des communes GERBECOURT, LUBECOURT et de AMELECOURT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de STRASBOURG dans un délai de

- au Directeur Régional de l'Environnement,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse,
- au Président du Conseil Général de la Moselle (DEAT).

LE PREFET,

PAR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le Secrétaire Général



Sabine MELCHIOR



Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Bernard CONZALEZ



Réseau de transport d'électricité

ARRIVEE

- 7 MAI 2012

SABE / PAU

VOS REF. :

DDT de Moselle
Service Aménagement Biodiversité
17 quai Paul Witzler - BP 31035
57036 METZ CEDEX

NOS REF. LE-TEE-GIMR-PSC-12083GS/AP

INTERLOCUTEUR : **Georges SITTler**

TEL : 03.83.92.28.14

FAX : 03.83.92.26.69

A l'attention de Madame SUZZI

OBJET : PLU – Commune de AMELECOURT
N° INSEE 57018- Département : Moselle

Villers les Nancy, le **04 MAI 2012**

Madame, Monsieur,

En réponse à votre courrier du 4 avril 2012, afin de préserver la qualité et la sécurité du transport d'énergie électrique, c'est à dire des ouvrages de tension supérieure à 50 000 volts (HTB), RTE attire l'attention des Services sur les éléments suivants, dans le cadre du porter à connaissance.

Les lignes HTB sont des ouvrages techniques spécifiques :

- En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres en particulier à des distances de sécurité inscrites à l'arrêté interministériel du 17 mai 2001.
- Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien spécifique afin de garantir la sécurité des biens et des personnes (élagage et abattage d'arbres) et leurs accès doivent être garantis à tout moment.

RTE demande donc de préciser au dossier du PLU :

1) Règlement

Au chapitre des dispositions générales et dans chaque zone impactée

a) Par des lignes HTB

- Que RTE a la possibilité de modifier ses ouvrages pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques.
- Que les règles de prospect, d'implantation et de hauteur des constructions ne sont pas applicables aux lignes de transport d'électricité HTB, faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes.

b) Par un poste de transformation

- Que sont autorisés des aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements, et de mise en conformité des clôtures du poste.

TRANSPORT ÉLECTRICITÉ EST

GIMR
8, rue de Versigny TSA 30007 - 54608 VILLERS LES NANCY
CEDEX
TEL : 03.83.92.22.88 / FAX : 03.83.28.61.13

RTE Réseau de transport d'électricité,
société anonyme à directeur et conseil de surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258

www.rte-france.com



2) Servitudes

RTE confirme la liste de ses ouvrages :

OUVRAGES A HAUTE ET TRES HAUTE TENSION
Ligne 63kV SAULNOIS - AMELECOURT Ligne 63kV DIEUZE - AMELECOURT Poste de Transformation d'AMELECOURT(CHÂTEAU-SALINS)

L'implantation de cet ouvrage a été repérée sur le document ci-joint. Il s'agit d'un plan au 1/25000 sur lequel figurent nos ouvrages de transport d'électricité, la bande de zonage en jaune (125 mètres de part et d'autre) et les limites de communes. Si cette carte ne vous suffisait pas, il est possible de vous transmettre les données de notre réseau format acview ".shp", sous réserve de la signature d'une convention.

RTE propose de joindre dans les annexes des servitudes, les éléments d'information ci-après relatifs aux lignes aériennes et souterraines de transport d'électricité :

Le nom et l'adresse de l'exploitant du réseau (Get Lorraine - 12, rue des Feivres - 57070 METZ) qu'il convient de contacter :

- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire.
- Pour tous travaux situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages précités, conformément au Décret 91.1147 du 14 octobre 1991 (y compris pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis).

Il s'agit pour RTE, de vérifier la compatibilité des projets de construction et des travaux au voisinage de ses ouvrages, en référence à l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les ouvrages de distribution d'énergie électrique et les articles R4534-107 et suivants du code du travail (4^e partie, Livre V, Titre III, chapitre IV, Section 12 "Travaux au voisinage de lignes, canalisations et installations électriques") et plus spécifiquement à l'article R4534-108 qui impose la distance de 5m, tous ces articles concernant la sécurité des travailleurs à proximité des ouvrages électriques.

Espace boisé classé

RTE attire tout particulièrement votre attention sur le fait que les servitudes d'utilité publique de passage d'ouvrages de transport ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé. Dans le cas de l'existence d'une ligne, la zone boisée traversée fera l'objet d'un déclassement.

Les largeurs de tranchées peuvent être traitées au cas par cas.

3) Equipements futurs

Concernant les implantations futures d'équipement d'intérêt général de notre Etablissement, nous ne pouvons nous engager à vous adresser ce jour une liste exhaustive. En effet, des clients ou futurs clients de RTE peuvent demander à tout moment un raccordement au Réseau Public de Transport d'Electricité.



Réseau de transport d'électricité

D'une manière générale, nous souhaitons être associés aux étapes à venir dans l'élaboration du PLU et notamment à l'établissement du dossier d'arrêt (être destinataire du nouveau P.L.U. avant son approbation).

Dorénavant le traitement des dossiers PLU/SCOT/DTA s'opèrera dans le service suivant :

M SITTLER Georges

RTE/TEE/GIMR/PSC – 8 rue de Versigny – TSA 30007 – 54608 Villers-Les-Nancy cedex.

Pour la bonne règle, nous vous prions de nous accuser réception de cet envoi en nous retournant un exemplaire du récépissé joint.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Chef du Pôle
Services en Concertation

Virginie BERTIN

PJ : carte + récépissé

Copies : Get Lorraine

TRANSPORT ÉLECTRICITÉ EST

GIMR
8, rue de Versigny TSA 30007 - 54608 VILLERS LES NANCY
CEDEX
TEL : 03.83.92.22.88 / FAX : 03.83.28.61.13

RTE Réseau de transport d'électricité,
société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 2 132 285 690 euros
R.C.S.Nanterre 444 619 258

www.rte-france.com

